
- UNIVERSITE de BORDEAUX -

LICENCE SCIENCES ECONOMIQUES ET GESTION
2^{ème} année

Macroéconomie

DOSSIER N°3
(Séances 6 et 7)

(Semaines du 9 et 16 mars 2026)

Courbe de Phillips, inflation et activité dans le contexte post-pandémique

I- Documents joints

1- BCE (2022), « Evolutions récentes de l'inflation aux Etats-Unis et dans la zone euro – une actualisation », *Bulletin économique de la BCE*, n°1/2022 [Extraits]

II - Travail à effectuer

A- Exercice (Examen, mai 2025)

On donne les chiffres suivants pour le taux de chômage et le taux d'inflation de l'économie américaine sur la période 2017-2018 puis 2021-2022

	2017	2018	(...)	2021	2022
Taux de chômage	4,36%	3,89%	(...)	5,35%	3,65%
Taux d'inflation	2,1%	2,4%	(...)	4,7%	8%

On se basera, dans ce qui suit, sur l'expression générique usuelle de la relation de Phillips, comme suit :

$$\pi_t = \pi_t^a - \alpha \cdot (u_t - u_n) + s_t$$

avec les notations habituelles (et notamment, s_t désignant l'occurrence d'un choc d'offre sur la période t).

1- En utilisant les chiffres fournis dans le tableau sur 2017-2018, et en supposant que sur ces deux années,

- les anticipations d'inflation ont été stables,
- il n'y a pas eu réforme structurelle affectant le fonctionnement du marché du travail,
- les chocs d'offre ont été inexistants,

montrer que la valeur de la pente (en valeur absolue) de la relation de Phillips, α , est estimée à 0,64.

2- En considérant que le niveau des anticipations d'inflation en 2018 s'est établi à 2%, en déduire que le taux de chômage d'équilibre de moyen terme est estimé à une valeur de 4,515%

3- Sur la base de leurs observations sur l'économie américaine, en 2021, les autorités monétaires américaines tablaient pour 2022, sur un niveau du taux de chômage s'établissant à 4,75% et estimaient qu'un choc d'offre serait à l'œuvre avec un impact sur l'inflation de 4,25 points de pourcentage. Elles supposaient aussi que les anticipations d'inflation resteraient ancrées à 2%.

- Selon ces projections, et en considérant les chiffres du tableau 1 pour l'année 2022, quelle erreur de prévision sur l'inflation, les autorités monétaires américaines ont-elles commise ?

- Quelles raisons sont à l'origine de cette erreur d'après vous, en considérant que les enquêtes auprès des ménages ont signalé a posteriori qu'un ancrage des anticipations d'inflation sur l'objectif d'inflation retenu par la Fed, de 2%, avait bien prévalu en 2022. ?

4- En 2023, les autorités monétaires souhaitent engager une politique de désinflation.

Elles anticipent que les tensions inflationnistes associées à l'occurrence de chocs d'offre contribueront pour 2,5 points de pourcentage 2023 à l'inflation.

En faisant l'hypothèse que les anticipations d'inflation restent ancrées sur 2%, si les autorités monétaires ciblent le niveau du taux de chômage d'équilibre de moyen terme dans le cadre de cette politique désinflationniste, quelle va être l'ampleur de la désinflation prévue (entre 2022 et 2023) ?

5- Il est cependant possible qu'en 2023 les anticipations d'inflation se désancrent par le haut (et se portent à 2,5%).

Cette situation va-t-elle aggraver le coût de la désinflation en termes de chômage ou le réduire ? et dans quelles proportions ?

[On supposera ici que les autorités cherchent à obtenir une désinflation de même ampleur que celle analysée à la question 4]

B- Etude de document

En vous servant du document 1, répondre aux questions suivantes :

1- Quelles différences et quels points communs caractérisent les évolutions de l'inflation aux Etats-Unis et dans la zone euro en situation de reprise après le choc pandémique d'après le document considéré ?

2- On se réfère à une représentation générique de la courbe de Phillips augmentée des anticipations comme suit :

$$\pi_t = \pi_t^a - \alpha \cdot (u_t - u_n) + s_t$$

avec les notations habituelles et, *en particulier*, : u_n : valeur du taux de chômage de moyen terme (ou taux de chômage structurel) ; s_t , choc d'offre (qui peut être assimilé à une variation conjoncturelle et transitoire du taux de marge)

2.1- Quels sont les trois principaux déterminants de l'évolution de l'inflation au cours du temps que capture une telle représentation ?

2.2- D'après les éléments fournis dans le document à étudier, qu'est ce qui différencierait selon vous les Etats-Unis de la zone euro au niveau de ces déterminants ? Qu'en déduire sur les principaux facteurs à l'œuvre quant aux différences observées (ou à venir) pour les trajectoires inflationnistes entre les deux zones sur la période concernée ?

3- Comment prend forme une boucle prix-salaires ? Au vu des informations données dans le document, cette boucle vous semble-t-elle opérer aux Etats-Unis ?

Encadrés

1 Évolutions récentes de l'inflation aux États-Unis et dans la zone euro – une actualisation

Sofia Cuquerella Ricarte, Ramon Gomez-Salvador et Gerrit Koester

Après les niveaux très élevés déjà atteints au premier semestre 2021 par l'inflation totale aux États-Unis, l'inflation dans la zone euro a elle aussi enregistré une hausse très rapide au second semestre de l'année, demeurant toutefois très inférieure à celle observée aux États-Unis. La comparaison des évolutions de l'inflation dans les deux zones économiques pourrait permettre de séparer les facteurs idiosyncratiques de ceux liés à la position dans le cycle, en tenant compte du fait que la zone euro affiche à cet égard un retard par rapport aux États-Unis. En décembre 2021, l'inflation aux États-Unis telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) avait atteint 7,0 % (en hausse de 5,6 points de pourcentage depuis janvier 2021), alors que dans la zone euro, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'établissait à 5,0 % (en hausse de 4,1 points de pourcentage depuis janvier 2021) – cf. graphique A ¹. En décembre, la hausse des prix de l'énergie a contribué pour 2,2 points de pourcentage à l'inflation totale aux États-Unis et pour 2,5 points de pourcentage à celle dans la zone euro, représentant ainsi la moitié environ de l'inflation totale dans la zone euro et environ un tiers de celle aux États-Unis ce même mois ². En janvier 2022, d'après l'estimation rapide d'Eurostat, l'inflation totale dans la zone euro a encore légèrement augmenté pour s'inscrire à 5,1 %.

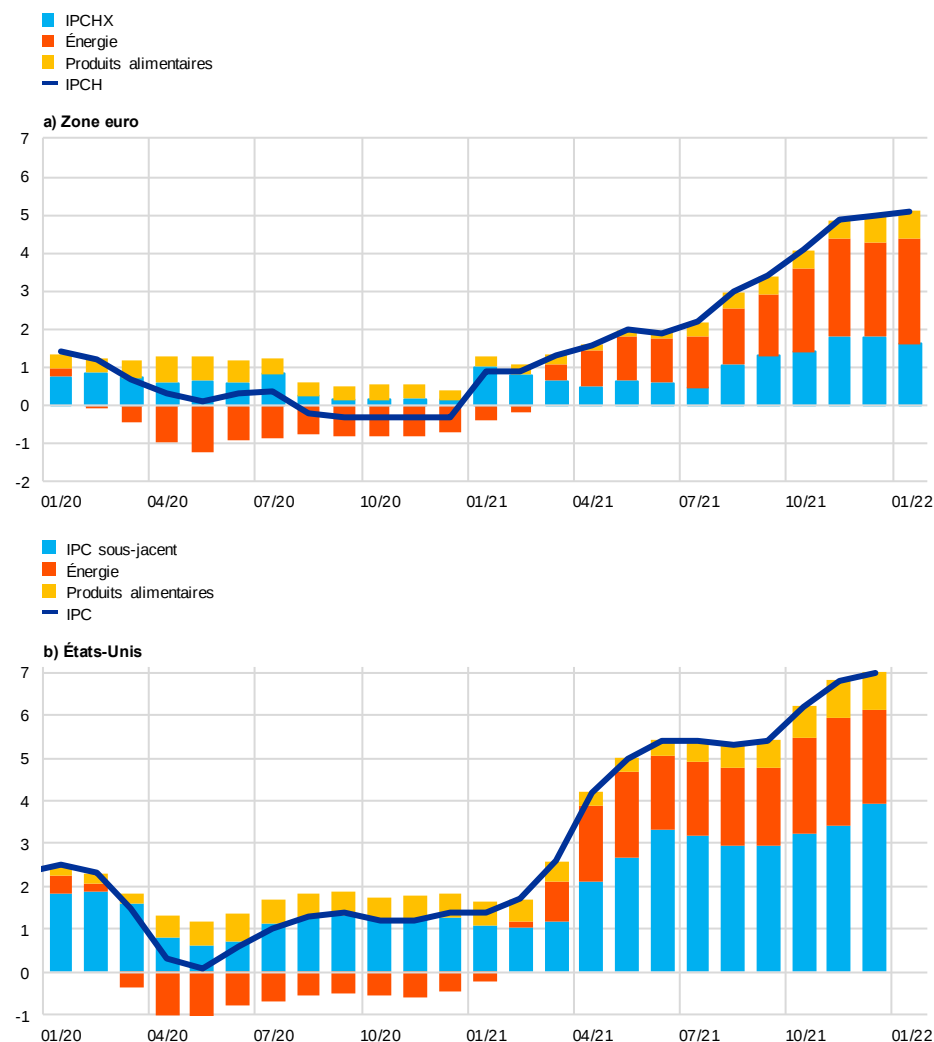
¹ Afin de faciliter la comparaison avec la zone euro, cet encadré analyse plus spécifiquement les évolutions de l'inflation mesurée par l'IPC aux États-Unis, plutôt que celles de l'indice des prix pour les dépenses de consommation des ménages (*Personal Consumption Expenditures*, PEC). Bien qu'un indicateur de l'inflation mesurée par l'IPCH soit également disponible pour les États-Unis, l'IPC offre un degré plus élevé de détail pour l'analyse.

² Pour une analyse des évolutions jusqu'en août 2021, cf. l'encadré intitulé « [Comparaison des évolutions récentes de l'inflation aux États-Unis et dans la zone euro](#) », *Bulletin économique*, n° 6, BCE, 2021.

Graphique A

Inflation totale

(variations annuelles en pourcentage, contributions en points de pourcentage)



Sources : US Bureau of Labor Statistics et calculs des services de la BCE.

Note : La dernière observation se rapporte à décembre 2021 pour les États-Unis et à janvier 2022 (estimation rapide) pour la zone euro.

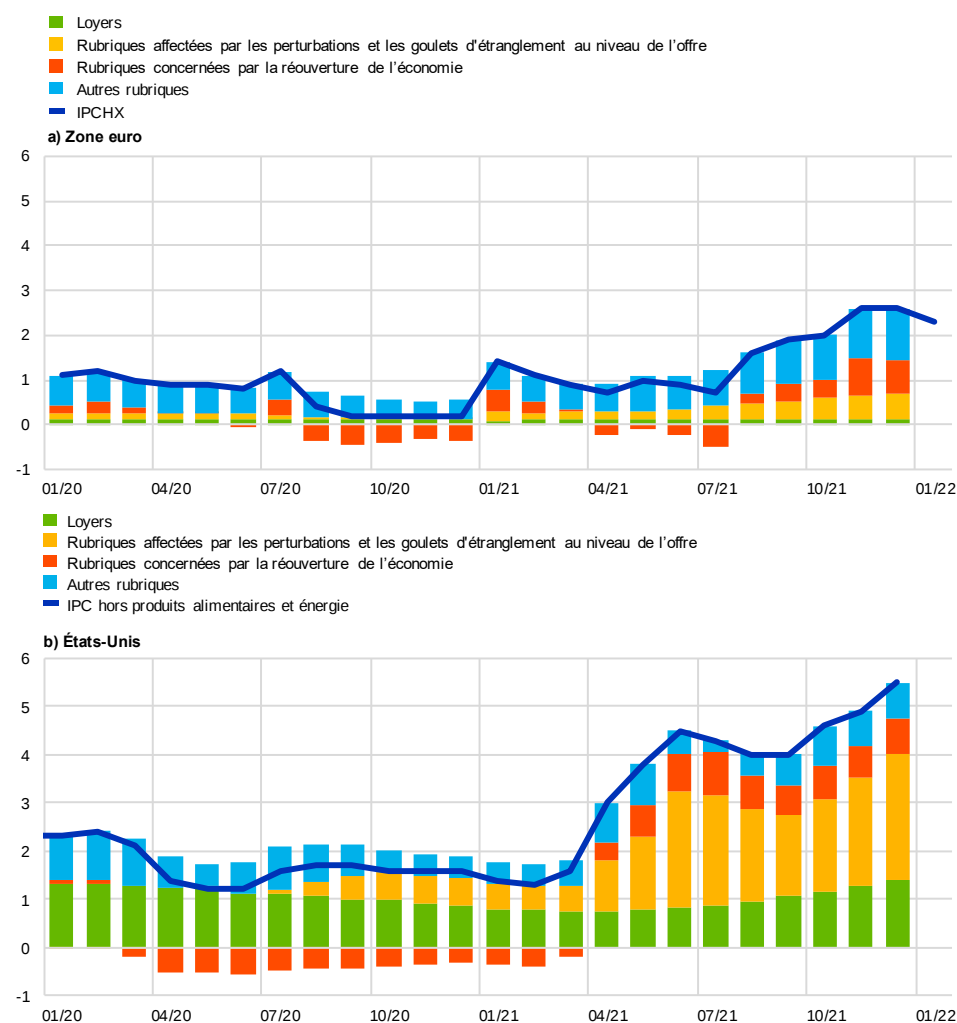
La différence dans les évolutions de l'inflation totale résulte pour l'essentiel de l'augmentation beaucoup plus forte de l'inflation hors énergie et produits alimentaires (avec un point de départ plus élevé) aux États-Unis que dans la zone euro. Dans la zone euro, l'IPCH hors énergie et produits alimentaires (IPCHX) a commencé à augmenter au second semestre 2021 pour s'établir à 2,6 % en décembre, soit 1,4 point de pourcentage de plus que le niveau d'avant la crise (1,2 %) enregistré en février 2020. Aux États-Unis, en revanche, l'inflation mesurée par l'IPC hors produits alimentaires et énergie, qui était beaucoup plus élevée avant la pandémie (à 2,4 % en février 2020), a commencé à augmenter fortement dès avril 2021 et s'est encore nettement accrue (de 3,1 points de pourcentage) pour s'établir à 5,5 % en décembre 2021 (graphiques A et B). La hausse de l'IPCHX dans la zone euro au second semestre 2021 est due en partie à des effets de base résultant de la réduction temporaire de la TVA en Allemagne au second

semestre 2020. Sans ce facteur temporaire, la hausse de l'IPCHX dans la zone euro aurait été inférieure de 0,2 point de pourcentage environ chaque mois du second semestre 2021 – aboutissant à une différence encore plus marquée de l'inflation hors énergie et produits alimentaires entre la zone euro et les États-Unis. En janvier 2022, d'après l'estimation rapide d'Eurostat, l'IPCH hors énergie et produits alimentaires a diminué pour s'établir à 2,3 %.

Graphique B

Inflation hors produits alimentaires et énergie

(variations annuelles en pourcentage, contributions en points de pourcentage)



Sources : BCE et calculs des services de la BCE.

Notes : Les rubriques affectées par les perturbations et les goulets d'étranglement au niveau de l'offre comprennent les voitures neuves, les voitures d'occasion, les pièces détachées et les accessoires pour les moyens de transport personnels ainsi que l'ameublement et l'équipement des ménages (y compris électronique). Les rubriques concernées par la réouverture de l'économie recouvrent l'habillement et la chaussure ; les loisirs et la culture ; les services de loisirs ; les hôtels/motels ; et les prix des vols intérieurs et internationaux. Les loyers recouvrent les loyers effectivement payés par les locataires – et pour les États-Unis les loyers imputés également dans le cas des logements occupés par leur propriétaire. La dernière observation se rapporte à décembre 2021 pour les États-Unis et à janvier 2022 (estimation rapide) pour la zone euro.

Les rubriques concernées par les perturbations et les goulets d'étranglement au niveau de l'offre ainsi que par la réouverture de l'économie sont des déterminants importants de l'inflation hors produits alimentaires et énergie dans la zone euro et aux États-Unis. Comme l'illustre le graphique B, les loyers,

qui contribuent dans une plus grande mesure à l'inflation aux États-Unis, sont un facteur important des différences entre les États-Unis et la zone euro en matière d'inflation hors produits alimentaires et énergie. Cela est lié en partie au fait que les loyers ont enregistré une hausse nettement plus marquée aux États-Unis, mais cela reflète également la plus grande part des loyers dans le panier de consommation des ménages américains, qui inclut non seulement les loyers effectifs mais également les loyers imputés dans le cas des logements occupés par leur propriétaire. Si l'impact des loyers peut permettre d'expliquer les différences de niveau de l'inflation entre la zone euro et les États-Unis, y compris avant la pandémie, le niveau élevé de l'inflation hors produits alimentaires et énergie observé récemment résulte essentiellement des perturbations et des goulets d'étranglement au niveau de l'offre ainsi que des effets liés à la réouverture de l'économie. Les goulets d'étranglement au niveau de la chaîne d'approvisionnement ont particulièrement affecté les prix des voitures d'occasion et des voitures neuves, et des pièces automobiles, ainsi que de l'ameublement et de l'équipement des ménages. Aux États-Unis, les prix relatifs à ce groupe de rubriques ont fortement augmenté au deuxième trimestre 2021 et, après un bref recul, se sont de nouveau inscrits en hausse au dernier trimestre 2021. En particulier, les prix des voitures d'occasion ont représenté à eux seuls 1,6 point de pourcentage environ de l'inflation mesurée par l'IPC hors produits alimentaires et énergie en décembre. Dans l'ensemble, les rubriques affectées par les perturbations et les goulets d'étranglement au niveau de l'offre ont contribué à hauteur de 2,6 points de pourcentage au taux de croissance annuel de l'inflation mesurée par l'IPC sous-jacent aux États-Unis en décembre (graphique D), alors que la contribution mensuelle moyenne de cet agrégat de rubriques avait été légèrement négative en 2015-2019. Dans la zone euro, le rôle de cet agrégat s'est également accru – mais sa contribution mensuelle à l'inflation mesurée par l'IPCHX est restée comprise entre 0,5 et 0,6 point de pourcentage environ jusqu'en décembre 2021 et, donc, substantiellement moins élevée qu'aux États-Unis (graphique B). En outre, les prix de certains biens et services ont rebondi sous l'effet de la réouverture de l'économie, leurs niveaux retrouvant, voire dépassant, les niveaux d'avant la crise. Aux États-Unis, ce rebond est visible dans les prix des vêtements et, côté services, dans les prix des services liés aux voyages et aux transports, qui ont tous fortement augmenté après l'assouplissement des mesures d'endiguement. Cette évolution a contribué de manière substantielle à l'inflation mesurée par l'IPC sous-jacent au deuxième trimestre 2021 et est demeurée significative au dernier trimestre, s'établissant autour de 0,7-0,8 point de pourcentage en rythme annuel (par rapport à une contribution historique de 0,04 point de pourcentage). Dans la zone euro, la contribution de ces effets liés à la réouverture a commencé à augmenter à partir de la fin de l'été seulement – en partie du fait de la levée plus tardive des mesures d'endiguement – mais au cours des derniers mois, son ampleur a été analogue à celle de la contribution observée aux États-Unis.

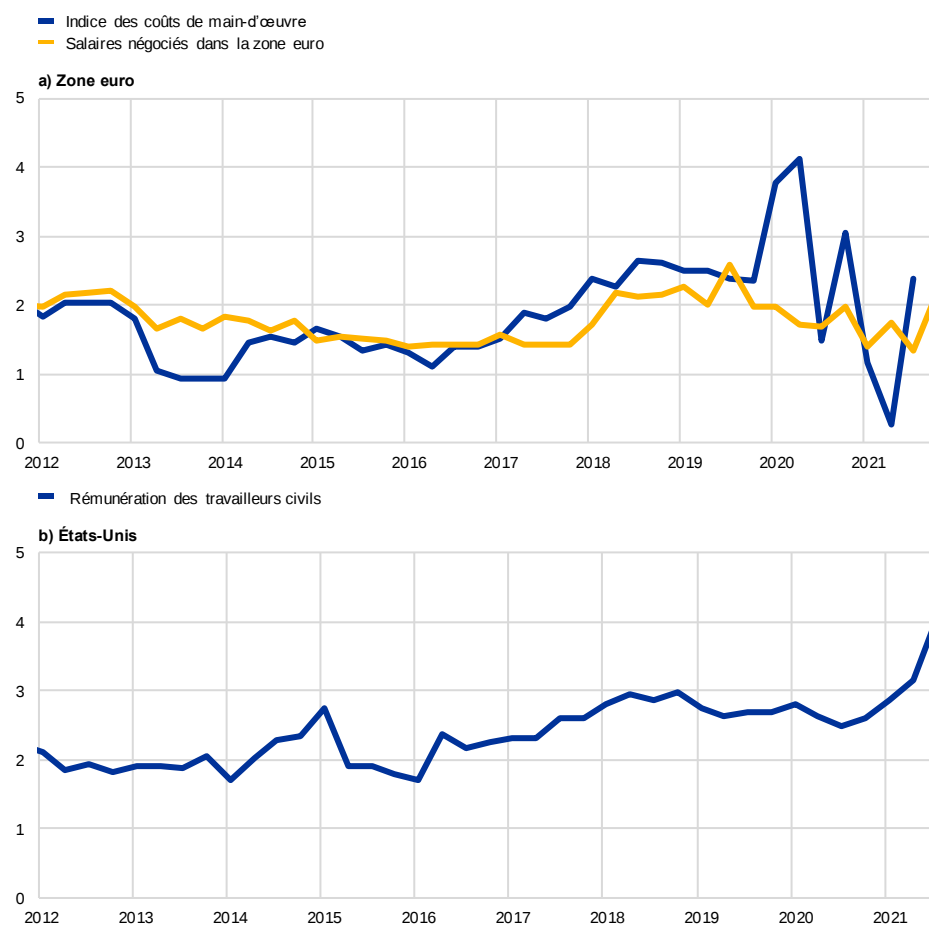
S'agissant des déterminants sous-jacents des évolutions de l'inflation, les États-Unis sont plus avancés dans le cycle d'activité que la zone euro et le marché du travail aux États-Unis s'est tendu, ce qui a commencé à se refléter dans des pressions à la hausse sur les salaires. Aux États-Unis, le PIB en volume avait déjà dépassé son niveau d'avant la crise au deuxième trimestre 2021

– tandis que dans la zone euro, le PIB a atteint son niveau d'avant la crise au quatrième trimestre 2021 seulement. Aux États-Unis, les tensions sur le marché du travail se sont nettement accentuées ces derniers mois et l'indice du coût de l'emploi pour les travailleurs civils (*civilian workers*) a enregistré une hausse relativement importante (graphique C). Cela contraste avec la zone euro où, jusqu'à présent, la croissance des salaires – mesurée par les salaires négociés ou, par exemple, par l'indice du coût de main-d'œuvre – est demeurée relativement modérée. Il convient de garder à l'esprit que les indicateurs salariaux sont biaisés par les effets de la crise, y compris par le rôle important des dispositifs de maintien de l'emploi, en particulier dans la zone euro, ce qui complique leur interprétation.

Graphique C

Évolutions des salaires et des coûts de main-d'œuvre

(variations annuelles en pourcentage, ratio, part des participants à l'enquête)



Sources : US Bureau of Labor Statistics, NBER, BCE, Commission européenne et calculs des services de la BCE.

Notes : La dernière observation se rapporte à octobre 2021. Pour les États-Unis, les travailleurs civils comprennent les travailleurs dans l'économie privée non agricole, à l'exception de ceux employés par des ménages privés, ainsi que les travailleurs du secteur public, à l'exception de l'administration fédérale. Les indicateurs relatifs aux salaires sont biaisés par les effets de la crise, ce qui complique leur interprétation.

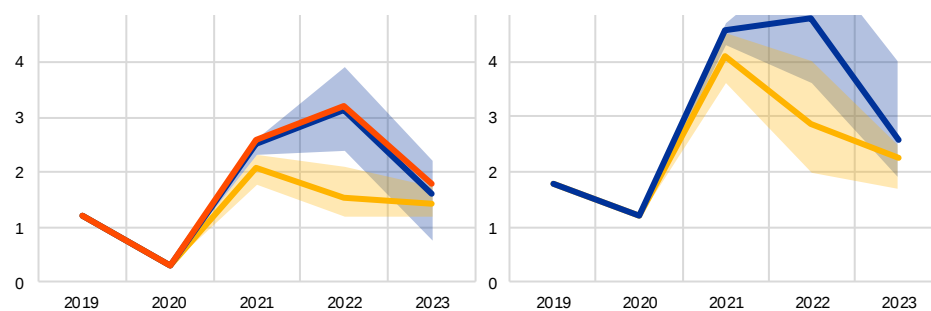
Au cours des derniers trimestres, les surprises à la hausse ressortant des publications de données relatives à l'inflation ont continué d'être plus importantes pour les États-Unis que pour la zone euro. Pour l'avenir, d'après les dernières prévisions mensuelles du Consensus économique, publiées en janvier 2022, l'inflation totale va rester élevée sur la majeure partie de 2022, aussi bien aux États-Unis que dans la zone euro. Dans l'ensemble, l'inflation totale aux États-Unis – supérieure à 2 % avant le début de la pandémie – devrait rester bien plus longtemps supérieure à 2 % que dans la zone euro (graphique D, parties a et b).

Graphique D

Anticipations d'inflation tirées des enquêtes du Consensus économique relatives à l'inflation mesurée par l'IPC total aux États-Unis et à l'inflation mesurée par l'IPCH total dans la zone euro

b) Prévisions d'inflation annuelles

(variations annuelles en pourcentage)



Sources : Consensus économique, Eurostat, Haver Analytics et calculs de la BCE.

Note : Dans la partie b, les zones ombrées bleues et jaunes correspondent aux fourchettes de prévision incluses dans les enquêtes du Consensus économique.

Pour l'avenir, le degré d'incertitude entourant les perspectives d'inflation semble être beaucoup plus élevé pour les États-Unis que pour la zone euro.

D'après les dernières prévisions du Consensus économique publiées en janvier 2022, l'inflation totale dans la zone euro se situera à 3,1 % en 2022 et à 1,6 % en 2023. Ces prévisions sont globalement conformes aux projections macroéconomiques de décembre 2021 établies par les services de l'Eurosystème, qui prévoient une inflation annuelle dans la zone euro de 3,2 % en 2022 et de 1,8 % en 2023 et en 2024. La fourchette des prévisions annuelles du Consensus économique, qui peut être considérée comme une mesure de l'incertitude, est particulièrement large pour 2022 et légèrement plus étroite pour 2023. Pour 2023, les prévisions annuelles de la campagne d'enquête de janvier 2022 du Consensus économique tablent sur une inflation comprise entre 0,8 % et 2,2 % dans la zone euro, tandis qu'aux États-Unis toutes les prévisions se situent dans une fourchette comprise entre 1,9 % et 4 %, et un seul prévisionniste prévoit une inflation inférieure à 2 %. Ce niveau plus élevé d'inflation aux États-Unis peut être lié aux différences par rapport à la zone euro en termes de sous-utilisation des capacités productives et de tensions sur le marché du travail, donnant lieu à de plus fortes pressions salariales aux États-Unis. Dans le même temps, la pandémie est une situation unique qui comporte des différences considérables par rapport aux évolutions de l'inflation en temps « normal » ; ces différences nécessitent un suivi attentif et accentuent l'incertitude qui entoure les perspectives d'inflation aussi bien aux États-Unis que dans la zone euro.